



Verband Schweizer Boulder- und Kletteranlagen

Association Suisse des Salles d'Escalade

Associazione Svizzera delle Palestre di Arrampicata

# Table ronde « Sécurité au travail & Protection de la santé » 25.01.2024

Soyez les bienvenus !



# Programme

- Intro « Bases légales »
- Ateliers en groupe : Sécurité au travail & protection de la santé
  - dans la construction de blocs
  - dans la construction de voies (2 groupes)
  - dans la gestion des cours
- Dîner
- Suite des ateliers de groupe
- Présentation des résultats des ateliers
- Outro « Solution de branche ? » et recommandation



# Intro : Bases légales



# LAA, OPA & OLT 3

## Obligations générales

- Art. 82 al. 1, art. 83 al. 2 LAA (loi fédérale sur l'assurance-accidents ; RS 832.20)
- Art. 3-10, art. 11 a-g OPA (ordonnance sur la prévention des accidents et des maladies professionnelles ; RS 832.30)
- Art. 3-9 OLT 3 (ordonnance 3 relative à la loi sur le travail ; RS 822.113)

Dans le cadre des **obligations générales**, tous les employeurs déterminent les dangers qui surviennent dans leurs entreprises pour la sécurité et la santé des travailleurs et prennent les mesures de protection et les dispositions nécessaires selon les règles reconnues de la technique.

# Directive 6508 de la CFST

- CFST : Commission fédérale de coordination pour la sécurité au travail
- 6508 : Directive relative à l'appel à des médecins du travail et autres spécialistes de la sécurité au travail (directive MSST)
- Les entreprises doivent faire appel à des spécialistes lorsque la protection de la santé des travailleurs et leur sécurité l'exigent.
- La directive CFST 6508 concrétise l'obligation de faire appel à des spécialistes et les mesures visant à promouvoir la prévention systémique des accidents et maladies professionnels (sécurité au travail) ainsi que la protection de la santé. Elle ne modifie pas le champ d'application de l'OPA.

## Recours à des médecins du travail et autres spécialistes de la sécurité au travail

L'employeur fait appel à des spécialistes de la sécurité au travail

- lorsque des dangers particuliers au sens de l'annexe 1 apparaissent dans son entreprise

**et**

- lorsque les connaissances spécialisées nécessaires (cf. annexe 4) pour garantir la sécurité au travail et la protection de la santé ne sont pas disponibles dans son entreprise.

# Mise en œuvre I

**Obligation  
de faire  
appel selon  
le point 2**

**3.1**

L'employeur dans l'entreprise duquel existent des dangers particuliers selon l'annexe I et qui occupe 10 employés et plus apporte la preuve qu'il a pris les mesures requises. Il règle à cet effet les compétences et les déroulements relatifs à la sécurité au travail et à la protection de la santé. Il doit être à même de justifier cette organisation de la sécurité.

**3.2**

L'employeur dans l'entreprise duquel existent des dangers particuliers selon l'annexe I et qui occupe moins de 10 employés justifie par des moyens simples les mesures qu'il a prises.

# Mise en œuvre II

Risque	Taille de l'entreprise, nombre de collaborateurs	Appel à des spécialistes de la sécurité au travail	Système et organisation de la sécurité Réglementation appropriée des compétences et des déroulements relatifs à la sécurité au travail et à la protection de la santé
Entreprises <b>avec</b> dangers particuliers selon annexe I	<b>3.1</b>	<b>10 et plus</b>	Justification de l'appel ou des mesures prises <sup>1)</sup>
	<b>3.2</b>	<b>moins de 10</b>	Justification de l'appel ou des mesures prises par des moyens simples <sup>1)</sup>
			Justification de l'organisation

La justification des mesures prises conformément au chiffre 3.1 est apportée p. ex. par

- la mise en œuvre des solutions individuelles, par branches, par groupes d'entreprises ou des solutions types;
- l'existence de mesures techniques, d'équipements de protection individuelle et des panneaux de sécurité nécessaires (signaux d'avertissement, de danger et de sécurité);
- attestations (p. ex. certificats, attestations de cours) sur les formations professionnelles, de base et de perfectionnement suivies.

Une justification par des moyens simples selon le point 3.2 doit présenter de manière crédible que des mesures concrètes ont été prises (p. ex. sur la base de listes de contrôle remplies, de pièces justifiant les mesures prises, de procès-verbaux, de documents de formation, de renseignements oraux, etc.).

Ateliers en groupe



# Questions directrices pour les ateliers de groupe

1. Quels sont les risques pour la sécurité et la santé de nos collaborateurs dans nos halles ? Comment les déterminons-nous ?
2. Quelles sont les mesures de protection et les dispositions nécessaires (selon les règles techniques reconnues) pour garantir la sécurité et la santé de nos collaborateurs ?
3. Comment pouvons-nous prouver les mesures prises (avec des moyens simples) ?
4. Comment réglons-nous de manière appropriée les compétences et les processus concernant la sécurité au travail et la protection de la santé ?
5. Comment justifier cette organisation ?

# Construction de blocs

- Ablauf «Schraubtag»: Arbeitsbekleidung (PSA: Brille, Handschuhe, Arbeitsschuhe, Maske, Gehörschutz, Helm etc.); Abbau (Material, Arbeitsplatz vorbereiten, z.B. Flex); Leiter anstellen (Handling); Fallschutz bleibt frei (z.B. zu zweit arbeiten); Terminologie: «Erhöhtes Arbeiten in einer Fallzone» (Füsse gehen nicht über 3 m); Schwere Volumen (>25 kg) zu zweit handhaben, ev. gegen Absturz sichern; Aufräumen (wie tragen?, wie schwer beladen?); Absperren des Arbeitsbereichs auch ggü. anderen Routenbauer:innen; Wo Griffe holen?; Maschinenhandling; fachgerechtes Montieren der Griffe (wo/wie spaxen?); Testen (Sturzraum freihalten bis 2 m hinter letzten Griff; muss schon alles gespaxt sein?; Routenbauer:in macht nichts hinter Wand (birgt andere Gefahren...))
- Reinigung: Kenntnisse aller Substanzen; Lagerung der Substanzen (wie, wo etc.) gemäss Herstellerangaben; Lärm berücksichtigen; möglichst körperschonendes Verschieben der Lasten; PSA; Reinigung von Blöcken und Wänden (Absturzgefahr)
- Maschinen: Ausbildung bzgl. Akkus (feuerfeste Box); Meldepflicht bzgl. Vorkommnissen wie Runterfallen des Akkus; Hebebühne nicht im Brandabschnitt des Publikums parkieren (ev. kantonal unterschiedliche Vorschriften)
- Wichtig: Schulung der Mitarbeitenden
- Überbetriebliche Kurse durch Verband anbieten (z.B. Arbeiten auf der Leiter / Arbeiten mit dem Winkelschleifer etc.)

# Construction de voies I

- Physische & psychische Belastungen
- Physisch: Absturzgefahr durch Routenbau am Seil / auf Hebebühne, Überlastungsschäden
- Schutzmassnahmen
  - Persönliche Schutzausrüstung (PSA): Handschuhe, Schuhwerk, Schutzbrille, Gehörschutz, Helm, Maske
  - Tragen (wie viele kg? 23kg gem. Suva)
  - Gefahrenbereich absperren (wie gross wenn am Seil, wie gross wenn auf der Bühne, etc.)
  - Aufwärmen, Team-Setup vor dem Testen
  - Waschen: Umgang mit Chemikalien, PSA, Instruktion
  - Maschinen/Werkzeuge: Instruktion, Meldepflicht bei defekten Maschinen
  - Regelmässiger Austausch über Sicherheitsthemen mit Mitarbeitenden, über Gefährdungen informieren, Weiterbilden/Schulen
  - Wie viel soll/darf man im Rutenbau arbeiten? Ca. 40% aktiver Routenbau
  - Ergänzend: Physio (Empfehlung, ev. Vorschrift); Trainingsmassnahmen (auf Arbeitszeit)
- Nachweis: Dokumentation, Bestätigung (Unterschrift), Weiterbildungsnachweis (einfache Excel-Liste)
- Zuständigkeiten und Abläufe: Risikobeurteilung; Risikoreduzierende Massnahmen; Routenbauleitung (Vorgesetzte:r); Tagesleitung (wenn nötig)
- Wie belegen wir diese Organisation: Sicherheitssystem, Arbeitsplan

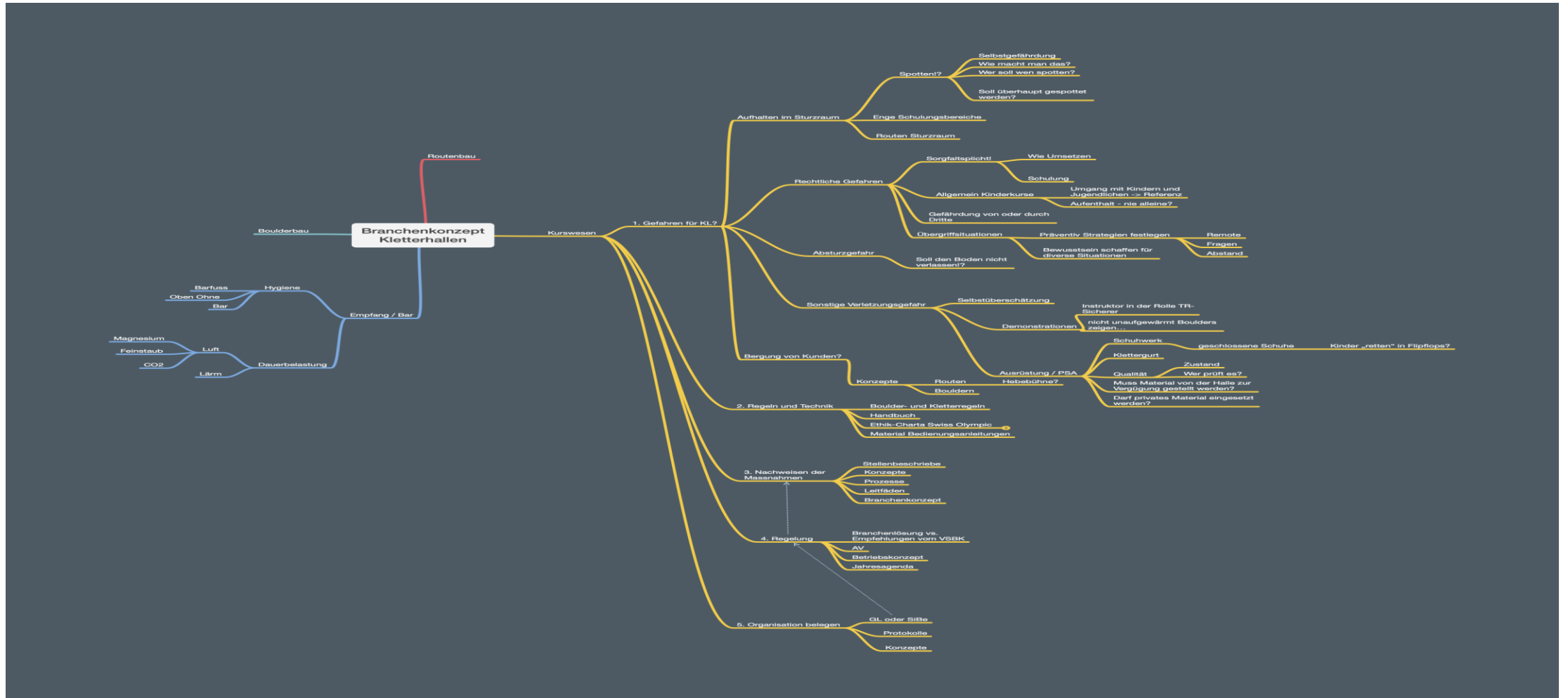
## Construction de voies II

- Wie sichern beim Routenbau (Redundanz); Wie absperren (optische/physische Barriere); PSA; Brandgefahr (Akkus); Schwangerschaft; Notfallkonzept; Schulung/Weiterbildung
- Best-practice / Empfehlung formulieren, die in Betrieben leicht umgesetzt werden können? (auch für Arbeiten hinter der Wand); indiv. Lösungen sollen weiterhin möglich sein; Checkliste(n) für alle wären hilfreich
- Gefährdungen sind +/- dieselben, unterschiedliche Massnahmen sollten möglich sein

## Gestion des cours

- Gefahren: Aufhalten im Sturzraum (enge Schulungsbereiche, Sturzraum Routen; Spotten?); Rechtliche Gefahren (Sorgfaltspflicht; Kinderkurse; Gefährdung von oder durch Dritte; Übergriffsituationen); Absturzgefahr (Boden verlassen?; sonstige Verletzungsgefahr (durch Selbstüberschätzung; Demonstrationen; Ausrüstung/PSA)
- Regeln und Technik: Boulder- und Kletterregeln; Handbuch; Ethik-Charta Swiss Olympic; Bedienungsanleitungen Material
- Nachweisen der Massnahmen: Stellenbeschriebe; Konzepte; Prozesse; Leitfäden; Branchenkonzept
- Regelung: Branchenlösung vs. Empfehlungen vom VSBK; AV; Betriebskonzept; Jahresagenda
- Organisation belegen: GL od. SiBe, Protokolle, Konzepte

# Gestion des cours – Mindmap (voir annexe PDF)



Outro: solution de branche ? et  
recommandation



## Solution de branche : qu'est-ce que c'est ?

Une **solution de branche** met à disposition des entreprises un système (manuel) de sécurité propre à une branche et des listes de contrôle, garantit l'accès à des spécialistes de la sécurité au travail et propose des formations et autres prestations.

[La solution de branche de Sécurité au Travail en Suisse \(vidéo\)](#)

## Coûts d'adhésion à Sécurité au Travail en Suisse

- Une adhésion collective de l'ASSE n'est pas possible pour des raisons juridiques
- Dès qu'un salaire est versé à des employés, chaque exploitant de salle doit appliquer la directive CFST 6508
- L'adhésion individuelle à Sécurité au travail en Suisse garantit la mise en œuvre de la directive CFST 6508, y compris l'appel à MSST (voir polycopié)

# Exemple de calcul pour un site

- Coûts récurrents
  - Cotisation annuelle CHF 160
  - Frais annuels d'entretien des livres 264 CHF
  - Total des frais récurrents CHF 424
- Frais uniques
  - Modèle de livre module PàS CHF 620 (obligatoire)
  - Modèle de livre module Complexes sportifs CHF 700 (obligatoire, domaine à choix\*)
  - Total des frais uniques CHF 1'320

\* un domaine supplémentaire par site supplémentaire ; paquet d'actions possible

## Recommandation de la table ronde au comité

La table ronde « Sécurité au travail & protection de la santé » du 25.1.24 recommande au comité de l'ASSE

- de charger le groupe de travail (GT) « Construction de blocs/d'itinéraires » déjà actif d'élaborer une recommandation de bonnes pratiques en matière de sécurité au travail et de protection de la santé dans la construction de blocs/d'itinéraires, et
- de soumettre cette recommandation de bonnes pratiques à l'approbation de l'AG 2024 du 18 septembre.



VSBK  
ASSE  
ASPA

Merci beaucoup !

Backup : bases légales



# Concept de sécurité CFST : bases légales I

	AUFGABEN	GESETZLICHE GRUNDLAGEN
<b>1. Sicherheitsleitbild, Sicherheitsziele</b>	Sicherheitsleitbild erstellen Sicherheitsziele festlegen Mit den Mitarbeitern besprechen	Keine gesetzliche Grundlage, aber mittlerweile Standard
<b>2. Sicherheitsorganisation</b>	SIBE/BESIBE bestimmen und deren Aufgaben schriftlich dokumentieren	VUV Art. 7, UVG Art. 82 VUV Art. 7
<b>3. Ausbildung, Instruktion, Information</b>	SIBE/BESIBE ausbilden; Mitarbeiter, Lernende und temporäre Mitarbeiter instruieren Sicherheitsbewusstes Verhalten schulen	VUV Art. 7, VUV Art. 6 Arbeitssicherheit Schweiz empfiehlt Weiterbildung für SIBE alle zwei Jahre, BESIBE alle drei Jahre
<b>4. Sicherheitsregeln, Sicherheitsstandards</b>	Umgang mit besonderen Gefährdungen regeln; Hilfsmittel und persönliche Schutzausrüstung benützen	VUV Art. 8 + 11, VUV Art. 24 VUV Art. 3; Art. 11; Art. 38; ArGV3 Art. 27
<b>5. Gefährdungsermittlung, Risikobeurteilung</b>	Gefährliche Situationen erfassen ASA-Spezialisten beziehen Ereignisse analysieren	VUV Art. 3 VUV Art. 11a UVG Art. 82

Quelle: Magazin Arbeitssicherheit Schweiz, März 2019, S. 17 (DE)

# Concept de sécurité CFST : bases légales II

<b>6. Massnahmen und -realisierung</b>	Massnahmen umsetzen Regelmässig überprüfen	VUV Art. 3 VUV Art. 11e VUV Art. 3
<b>7. Notfallplanung</b>	Vorgehen im Notfall, Erste-Hilfe-Material, Notfallnummern, Brandbekämpfung	VUV Art. 3; ArGV3 Art. 36 VUV Art. 40
<b>8. Mitwirkung der Arbeitnehmer</b>	Grundlagen Info zum Mitwirkungsrecht Aufgaben gemäss VUV Art. 11	VUV Art. 6a ArGV3 Art. 48
<b>9. Gesundheitsschutz</b>	Arbeitszeit Mutterschutz Jugendschutz Psychosoziale Risiken	ArG Art. 9ff, ArG Art. 35, ArG Art. 29ff ArGV3 Art. 2/ArG Art. 59
<b>10. Kontrolle, Audits</b>	Regelmässige interne Kontrollen	VUV Art. 3 <sup>2</sup> VUV Art. 6 <sup>3</sup>

Die aufgeführten Gesetzes- und Verordnungsartikel sind nicht abschliessend.

Quelle: [Magazin Arbeitssicherheit Schweiz, März 2019, S. 17 \(DE\)](#)